



Arrêté temporaire n° 23-T-00252

Portant réglementation de la circulation sur la RD 971, communes d'Ampilly-les-Bordes et de Quemigny-sur-Seine

Le Président du Conseil Départemental

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1 et R. 417-9

Considérant qu'il y a lieu, pour des raisons de sécurité publique, de réglementer la circulation de la RD 971, lors des travaux d'élagage, sur le territoire des communes d'Ampilly-les-Bordes et de Quemigny-sur-Seine,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 19/06/2023 et jusqu'au 23/06/2023, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la RD 971 du PR 56+0091 au PR 56+0978 (Ampilly-les-Bordes et Quemigny-sur-Seine) situés hors agglomération.

Le stationnement et le dépassement des véhicules sont interdits, la journée,.
Tout stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme dangereux au sens de l'article R. 417-9 du code de la route.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 50 km/h la journée.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par Babouillard Benoît, sous le contrôle de l'autorité de police compétente.

M. le Directeur Général des Services Départementaux de la Côte-d'Or, M. le Commandant de Gendarmerie de la Région Bourgogne et le Groupement Départemental de la Côte-d'Or sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet du Conseil Départemental de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le

4 JUIN 2023

Le Président du Conseil Départemental

Pour le Président et par délégation,
Le Chef de Service de Coordination des Actions
territorialisées

Julien ROUET